

65 - Coopération avec Aqabat Jabr - Subvention au Réseau de Coopération Développement pour la Palestine (RCDP)

M. FOUSSERET, Maire, Rapporteur : La Ville de Besançon et le Comité Populaire du camp d'Aqabat Jabr (Territoires Palestiniens) ont choisi d'élargir le programme de coopération décentralisée commencée en 2008 sur l'eau à des volets non techniques favorisant les contacts humains : les échanges de jeunes et le tourisme solidaire. Le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) est chargé de la gestion et du suivi des financements liés à ce partenariat.

Le développement du tourisme solidaire revêt pour le camp une importance toute particulière car il est à la fois un facteur d'ouverture vers l'extérieur et de développement local créateur d'emplois.

N'étant répertorié dans aucun guide touristique, le camp attire actuellement peu de visiteurs. Pourtant, un réel potentiel existe, notamment grâce à la proximité de la ville touristique de Jéricho, et le fort développement de réseaux de tourisme solidaire actuellement en Palestine.

La première année de lancement de cette thématique aura permis :

- l'élaboration du diagnostic approfondi du potentiel du camp, entre mai et août dernier
- un rapprochement des villes de Besançon et Neuchâtel avec les autres collectivités territoriales travaillant sur cette thématique avec la Palestine, et en particulier avec le Département de l'Isère, très actif sur ce domaine
- la rédaction d'un projet de structuration du tourisme durable dans les camps d'Aqabat Jabr et d'Aïda (Gouvernorat de Bethlehem) en partenariat avec la Ville de Neuchâtel, le Département de l'Isère, le camp d'Aqabat Jabr et le camp d'Aïda, avec un co-financement attendu du Consulat de France à Jérusalem dans le cadre de son programme Fonds Social de Développement (FSD) qui soutient des projets de deux ans dans les domaines du développement durable, économiquement viables, et porteurs d'une vision à long terme.

Les objectifs spécifiques d'un tel projet sont la promotion d'un développement économique et social durable dans un souci d'ouverture interculturelle et de promotion du patrimoine.

Les principales activités sont les suivantes :

- l'organisation de différentes formations professionnelles des acteurs, avec une attention particulière envers les femmes (Women Center) et les jeunes (Youth Center) ;
- l'appui à la création de nouvelles structures d'accueil (chambre d'hôtes, restaurant, auberge de jeunesse) ;
- la mise en place de nouvelles activités touristiques pour valoriser le patrimoine culturel, naturel et historique des deux camps ; l'accent sera mis sur la thématique de l'eau et l'artisanat local ;
- l'insertion dans les réseaux de tourisme durable existant, comme le projet d'itinéraire de grande randonnée, «les chemins d'Abraham», soutenu par le Consulat ;
- le lancement d'un réseau de communication et d'information touristique.

La démarche de rapprochement entre autorités locales permet :

- de mutualiser les formations et les expériences menées dans chacun des camps ;
- de mutualiser les intervenants : l'association grenobloise Tetraktys experte dans le développement touristique des territoires ruraux à l'international pourra jouer un rôle important de structuration et de formation des acteurs ;

- de lever davantage de fonds de bailleurs extérieurs plus enclins à cofinancer les projets mutualisés que bilatéraux.

Le budget de l'opération est le suivant :

Le budget total s'élève à 33 350 € par an sur deux ans, dont 45 % (soit 15 000 €) serait financé par le FSD. Le reste est cofinancé par les différents partenaires : Ville de Besançon et Département de l'Isère (7 500 € par an chacun), camp d'Aqabat Jabr et camp d'Aïda (3 350 €/an).

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention de 7 500 € au RCDP pour le suivi de ce projet.

En cas d'accord, les crédits correspondants seront prélevés sur la ligne 65.048/6574.003402 CS 00290.

Proposition

Il est proposé au Conseil Municipal le versement au Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine d'une subvention de 7 500 € au titre de l'année 2012 pour la mise en place de ce projet.

«**M. LE MAIRE** : Ce rapport est adopté».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission n° 1, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'attribuer la subvention proposée.

Récépissé préfectoral du 20 décembre 2012.